

Enjeux socio-économiques et politiques de la bioéconomie pour la filière forêt-bois

SERGENT Arnaud¹

¹UR ETBX, Irstea Bordeaux
arnaud.sergent@irstea.fr

Mots clefs : Bioéconomie, Filière forêt-bois, Economie, Politique

Depuis le début des années 2000 on constate un intérêt grandissant pour les nouveaux concepts industriels qui s'inscrivent dans le cadre de la bioéconomie. Cette approche du développement économique a été conceptualisée très tôt dans les années 70 comme « une démarche qui ouvre l'économie sur la biosphère dont elle ne constitue qu'un sous-système, et non point l'intégration dans une logique strictement économique qui l'engloberait »¹. Plus récemment, le principe s'est imposé de manière moins radicale comme un moyen d'intégrer davantage les logiques d'optimisation de l'usage des ressources naturelles et de croissance économique². L'OCDE annonçait ainsi en 2009 que « les progrès dans le domaine de la bio économie peuvent aboutir à des avancées socioéconomiques majeures, [...] et contribuer à améliorer la santé, les rendements agricoles, les processus industriels et la protection de l'environnement »³. En 2012, la Commission Européenne a inscrit sa stratégie d'innovation pour une croissance durable dans la perspective du développement de la bio économie. La bio économie se définit alors comme la partie de l'économie qui utilise des ressources biologiques renouvelables maritimes et terrestres (cultures agricoles, forêt, ressources halieutiques, animaux et microorganismes) pour produire de la nourriture, des matériaux et de l'énergie.

Dans ce contexte, plusieurs pays européens ont établi leur propre stratégie en matière de développement de la bio économie. Depuis 2007 l'Allemagne s'est engagé dans cette voie à travers notamment la mise en place d'une stratégie nationale de recherche centrée sur la bio économie en 2011⁴ et d'une stratégie politique misant sur les ressources naturelles et les biotechnologies portée en 2014 par le ministère de fédéral de l'alimentation et de l'agriculture⁵. De même la Finlande a travaillé entre 2009 et 2011, sous l'égide du ministère de l'emploi et de l'économie, à l'élaboration en 2014 d'une stratégie bio économie ambitieuse avec pour objectif d'atteindre dans ce secteur un chiffre d'affaire de 100 milliards d'euros d'ici 2025 et de créer 100 000 nouveaux emplois⁶. En France, dans le cadre du plan de relance économique en 2009 et 2010, l'Etat a identifié et soutenu le développement des filières stratégiques industrielles de l'économie verte et en 2016 un groupe de travail interministériel s'est engagé dans un processus de rédaction d'une stratégie nationale qui devrait aboutir en 2017.

¹ Passet, R., 2010. Les Grandes Représentations du monde et de l'économie à travers l'histoire, Paris, Les Liens qui libèrent, 2010, p. 896

² Sgard, F., Harayama, Y., 2013. La bioéconomie aujourd'hui, et ses perspectives de développement, Annales des Mines-Réalités industrielles. ESKA, pp. 5-11.

³ Rapport de l'OCDE « La Bioéconomie à l'horizon 2030 : quel programme d'action ? Programme de l'OCDE sur l'avenir », 2009. <http://www.oecd.org/futures/long-termtechnologicalsocietyalchallenges/42837897.pdf>

⁴ BMBF, 2011. National Research Strategy BioEconomy 2030 Our Route towards a biobased economy. Berlin. https://www.bmbf.de/pub/Natinal_Research_Strategy_BioEconomy_2030.pdf

⁵ National Policy Strategy on Bioeconomy. Renewable resources and biotechnological processes as a basis for food, industry and energy. Federal Ministry of Food and Agriculture. Germany. Mars 2014
<https://biobs.jrc.ec.europa.eu/sites/default/files/generated/files/policy/Germany%20National%20Policy%20Strategy%20on%20Bioeconomy.pdf>

⁶ Sustainable growth from bioeconomy. The Finnish bioeconomy strategy. 2014
https://www.tem.fi/files/40366/The_Finnish_Bioeconomy_Strategy.pdf

La forêt est identifiée comme une importante ressource naturelle pour le développement de la bio économie. Dans sa stratégie pour la bio économie, l'UE fait ainsi la promotion du stockage de carbone dans les produits biosourcés, et notamment dans les produits à base de bois, tout en reconnaissant l'importance des enjeux de séquestration et de conservation du stock de carbone forestier. Elle insiste aussi sur l'opportunité de valoriser les résidus et les déchets forestiers dans la perspective d'alimenter la demande pour la bio économie en limitant la pression sur les autres usages de la biomasse. Toutefois, la stratégie de l'UE met aussi tout particulièrement en avant la nécessité d'inscrire cet essor de la bio économie dans un contexte de développement durable en rappelant la nécessité de soutenir une gestion écosystémique de la forêt et de garantir les synergies avec les autres politiques environnementales en termes de gestion efficiente et durable de la ressource, de protection de la biodiversité et de fourniture de services. Au niveau de la stratégie forestière de l'UE, la contribution du secteur à la bio économie est définie sur la base d'une amélioration du système productif forestier et d'un développement de nouveaux produits pour le marché matériaux et les produits chimiques de pointe à base de bois⁷.

En France, la filière forêt-bois est identifiée comme un secteur économiquement très fragilisé qui affiche pour la partie transformation du bois un déficit important de la balance commerciale (près de 7 milliards d'euros). Pour la partie forestière, le problème de l'écart important qui existe entre les volumes de bois mobilisés et la croissance naturelle (50 – 60 %) est interprété comme un indicateur du faible dynamisme de l'économie du bois mais aussi comme une marge de manœuvre potentielle pour intensifier la récolte tout en respectant les critères de durabilité. Dans ce contexte, les dynamiques de développement de la filière, telles que celles portée par la bio économie, constituent des trajectoires de changement stratégiques pour l'avenir de l'ensemble de la filière.

L'objectif de la présentation proposée ici est d'envisager les grands enjeux socio-économiques et politiques posés par les changements en cours en abordant la bioéconomie et ses enjeux pour la filière forêt-bois à travers 4 grands défis : Le défi d'une économie de la connaissance et des biotechnologies ; le défi d'une économie plus vertueuse sur le plan environnemental et social ; le défi de la reconquête industrielle ; le défi du renouvellement du projet politique écologique.

⁷ Communication de la Commission européenne sur « Une nouvelle stratégie de l'UE pour les forêts et le secteur forestier », COM(2013) 659 final